

Unité départementale de Vendée
Site Préfecture de la Vendée
29 rue Dellile
CS 60765
85020 La Roche Sur Yon Cedex

La Roche-sur-yon, le 17/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AFM RECYCLAGE LA ROCHE SUR YON (EX GDE)

lieu dit Prairies de Courréjean – 19 chemin de Gutteronde
33140 Villenave-D'ornon

Références : D26.0109
Code AIOT : 0006305867

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/03/2026 dans l'établissement AFM RECYCLAGE LA ROCHE SUR YON (EX GDE) implanté ZA des Ajoncs 45 rue Enzo Ferrari 85000 La Roche-sur-Yon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AFM RECYCLAGE LA ROCHE SUR YON (EX GDE)
- ZA des Ajoncs 45 rue Enzo Ferrari 85000 La Roche-sur-Yon
- Code AIOT : 0006305867

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement AFM RECYCLAGE LA ROCHE SUR YON situé 45 rue Enzo Ferrari sur la commune de La-Roche-sur-Yon est un centre de transit et de tri de déchets industriels banals. Il est également autorisé et agréé sous le n° PR-85-0023-D pour la prise en charge de véhicules hors d'usage. Il bénéficie d'un arrêté préfectoral d'autorisation n°11-DRCTA/1-912 en date du 15/11/2011, et d'un arrêté préfectoral complémentaire n°2023-DCL-BENV-484 du 13/02/2023.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 15/11/2011, article 1.2.4	Sans objet
2	Contrôle des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 15/11/2011, article 4.3.9	Sans objet
3	Voie de circulation et aires de stationnement	Arrêté Préfectoral du 15/11/2011, article 2.3.3	Sans objet
4	Entretien du séparateur d'hydrocarbures	Arrêté Préfectoral du 15/11/2011, article 4.2.3	Sans objet
5	Isolement avec les milieux	Arrêté Préfectoral du 15/11/2011, article 4.2.5	Sans objet
6	Accès et circulation dans l'établissement	Arrêté Préfectoral du 15/11/2011, article 8.2.1	Sans objet
7	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 15/11/2011, article 8.2.5	Sans objet
8	Bassin de confinement	Arrêté Préfectoral du 15/11/2011, article 8.5.6	Sans objet
9	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 15/11/2011, article 8.5.3	Sans objet
10	Responsabilité élargie du producteur	Code de l'environnement du 30/12/2024, article R.543-167	Sans objet
11	Rapport d'audit VHU	Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Ce contrôle réalisé par l'inspection des installations classées, n'a pas révélé de non-conformité au Code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2011, article 1.2.4
Thème(s) : Situation administrative, Etat des stocks de déchets présents sur le site
Prescription contrôlée : Article 1.2.4 : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées
Constats : L'état des stocks a été consulté. L'exploitant respecte les prescriptions de son arrêté préfectoral d'autorisation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Contrôle des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2011, article 4.3.9
Thème(s) : Risques chroniques, valeurs limites de rejet
Prescription contrôlée : Article 4.3.9. Eaux pluviales Les eaux pluviales sont collectées séparément des autres types d'effluents et rejetées au milieu naturel en respectant les valeurs limites suivantes après avoir été débarrassées des débris solides : <ul style="list-style-type: none">• Température inférieure à 30 °C• pH compris entre 5,5 et 8,5• MEST < 35 mg/l• DCO < 125 mg/l• Hydrocarbures totaux < 10 mg/l Une analyse annuelle est réalisée sur un échantillon ponctuel. Le résultat de ce contrôle, ainsi que les conditions de prélèvement, est tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.[...]
Constats : Lors de la préparation de la visite d'inspection, l'exploitant a transmis le rapport n° ULY25-032336-1 du 25/09/2025 de la dernière analyse des eaux de rejet effectuée par le Laboratoire WESSLING France (38). Ce rapport a été consulté par l'inspection. Les valeurs limites de rejet sont conformes aux dispositions de l'arrêté préfectoral. La prescription est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Voie de circulation et aires de stationnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2011, article 2.3.3
Thème(s) : Autre, Plan de circulation
Prescription contrôlée : Article 2.3.3 : Voie de circulation et aires de stationnement [...] Un panneau placé à proximité de l'entrée du site indique les différentes installations et le plan de circulation à l'intérieur de l'établissement. [...]
Constats : L'inspection a constaté la présence d'un panneau placé à proximité de l'entrée du site indiquant les différentes installations et le plan de circulation à l'intérieur de l'établissement (cf planche photo). La prescription est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Entretien du séparateur d'hydrocarbures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2011, article 4.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien du séparateur d'hydrocarbures
Prescription contrôlée : Article 4.2.3. Entretien et surveillance Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité. Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur. Les canalisations de transport de substances et préparations dangereuses à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.
Constats : L'inspection a constaté que le séparateur d'hydrocarbure présent sur le site est correctement entretenu. Le dernier entretien a été effectué le 09/02/2026 par la société VENDEE HYDROCURATION (85). Les déchets ont été pris en charge par la société SOREDI (44). L'inspection a consulté le bordereau de suivi de déchets associé (bordereau trackdéchets n° BSD-20260209-MQM CB81Z4) qui est conforme. La prescription est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Isolement avec les milieux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2011, article 4.2.5
--

Thème(s) : Risques chroniques, Vanne d'isolement
Prescription contrôlée : Article 4.2.5. Isolement avec les milieux Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.
Constats : L'inspection a constaté la présence d'une vanne à fermeture manuelle en bon état est fonctionnelle. Elle est située en sortie du bassin de confinement. Cette dernière est clairement identifiée et le personnel est informé de l'obligation de la fermer en cas d'incendie sur site. (cf planche photo). La prescription est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Accès et circulation dans l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2011, article 8.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Accès et circulation dans l'établissement
Prescription contrôlée : Article 8.2.1. Accès et circulation dans l'établissement L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée. Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté. Les stockages sont effectués de manière à ce que toutes les voies et issues soient largement dégagées. Les matériels non utilisés sont regroupés hors des allées de circulation. Le stationnement des véhicules devant les issues ou sur les voies de circulation n'est autorisé que pendant le temps des opérations de chargement et déchargement. L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.
Constats : Lors de l'inspection il est constaté que : <ul style="list-style-type: none"> • les voies de circulation sont dégagées et propres. (cf planche photo). • Le site est entouré d'une clôture efficace et résistante d'une hauteur de deux mètres et d'un portail en bon état permettant d'en interdire son accès en dehors des heures d'ouvertures. (cf planche photo).

La prescription est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2011, article 8.2.5
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations électriques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 8.2.5. Installations électriques - mise à la terre Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes françaises qui lui sont applicables. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle du paratonnerre éventuel. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectué au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p> <p>Constats :</p> <p>La dernière vérification des installations électriques a été effectuée le 08/02/2026 par la société SOCOTEC (Rapport n° 91440/26/1894). Ce rapport a été consulté par l'inspection par sondage. Une non-conformité a été constatée :</p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Absence de continuité du circuit de protection du compresseur.</i> <p>Cette non-conformité a été levée. L'exploitant a fourni le justificatif associé (facture du 01/03/2026 de la société SALLERTAIN SERVICES). La prescription est respectée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Bassin de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2011, article 8.5.6
Thème(s) : Risques chroniques, bassin de confinement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 8.5.6. Protection des milieux récepteurs (Bassin de confinement et bassin d'orage)</p> <p>Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 180 m³ avant rejet vers le milieu naturel.</p> <p>Il est maintenu en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaire à sa mise en service doivent pouvoir être actionnés en toutes</p>

circonstances.
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté que le site est équipé d'un bassin de confinement capable de recueillir un volume de 180 m³ d'eau susceptible d'être polluée. Celui-ci est bon état et opérationnel. Ce bassin est équipé d'une vanne de fermeture manuelle qui assure la fonction« confinement » en cas d'incendie (Cf planche photo). La prescription est respectée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2011, article 8.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 8.5.3. Ressources en eau et mousse L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un poteau incendie normalisé présentant un débit d'au moins 60 m³/h situé à moins de 200 mètres du site ; • des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis. <p>Tout poste de découpage au chalumeau est équipé d'un moyen mobile d'extinction.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le site est équipé de 28 extincteurs et 4 robinets d'incendie armé (RIA) bien identifiés et en bon état (Cf planche photo); • Ces équipements sont répartis sur l'ensemble du site conformément au plan de localisation établi par l'exploitant (Cf planche photo); • Une borne incendie (référence SDIS : 191-0213) capable de délivrer un débit de 60 m³/h est située à moins de 200 mètres du site (Cf planche photo). <p>La dernière vérification de ces matériels de lutte contre l'incendie date du 26/08/2026 et a été effectuée par la société EUROFEU SERVICES (85). Ces moyens ne font pas l'objet d'observations.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Responsabilité élargie du producteur

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/12/2024, article R.543-167

Thème(s) : Autre, contrat éco-organisme ou système individuel

Prescription contrôlée :

Article R.543-167

I.-Tout opérateur de gestion de déchets mentionné au I de l'article L.541-10-26 est tenu de présenter les contrats exigés à ce même article et répondant aux exigences du II de l'article R. 543-155-1, à la demande de tout inspecteur de l'environnement au sens du I de l'article L. 172-1. [...]

Article L.541-10-26

I.-Les opérateurs de gestion de déchets ne peuvent procéder aux opérations de gestion des véhicules hors d'usage suivantes que s'ils ont passé des contrats en vue de cette gestion avec les éco-organismes ou les systèmes individuels créés en application de l'article L. 541-10 :

1° La reprise sur le territoire national des véhicules hors d'usage ;

2° La dépollution des véhicules ;

3° Le traitement des déchets dangereux issus des véhicules.

II.-En vue de favoriser la réutilisation des pièces détachées issues des véhicules usagés, les producteurs ou leur éco-organisme assurent la reprise sans frais de ces véhicules auprès des particuliers sur leur lieu de détention. Cette reprise est accompagnée d'une prime au retour, si elle permet d'accompagner l'efficacité de la collecte.

Constats :

Lors de la visite du 03/03/2026 l'inspection a constaté que l'exploitant dispose :

- d'un contrat avec l'éco-organisme RECYCLER MON VEHICULE. Ce document a été signé par les parties prenantes le 31/01/2025.

La prescription est respectée

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Rapport d'audit VHU

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article 1

Thème(s) : Autre, Rapport d'audit VHU

Prescription contrôlée :

Article 1 :

À l'agrément mentionné à l'article R. 543-162 du code de l'environnement est joint le cahier des charges figurant à l'annexe I du présent arrêté si l'agrément est sollicité par l'exploitant d'un centre VHU ou à l'annexe II du présent arrêté si l'agrément est sollicité par l'exploitant d'une installation de broyage de véhicules hors d'usage, ci-dessous dénommé « broyeur ».

Annexe I

[...]

15° L'exploitant du centre VHU fait procéder chaque année à une vérification de la conformité de

<p>son installation aux dispositions du cahier des charges annexé à son agrément par un organisme tiers accrédité pour un des référentiels suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • vérification de l'enregistrement dans le cadre du système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS) défini par le règlement (CE) n° 761/2001 du Parlement européen et du Conseil du 19 mars 2001 ou certification d'un système de management environnemental conforme à la norme internationale ISO 14001 ; • certification de service selon le référentiel « traitement et valorisation des véhicules hors d'usage et de leurs composants » déposé par SGS QUALICERT ; • certification de service selon le référentiel CERTIREC concernant les entreprises du recyclage déposé par le Bureau Veritas Certification. Les résultats de cette vérification sont transmis au préfet du département dans lequel se situe l'installation.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fait procéder le 23 juin 2025 par la société « AB Certification » à une vérification de la conformité de son installation aux dispositions du cahier des charges annexé à son agrément. Ce rapport ne soulève pas d'observation.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>